


 <https://www.aefinfo.fr/depeche/717329-la-rentree-vue-par-des-principaux-de-college-l-abs...>

 Sabine Andrieu

 10 min read

La rentrée vue par des principaux de collège : L'absence de gouvernement ne change pas grand-chose

L'année scolaire 2024-2025 commence dans un climat relativement apaisé, selon plusieurs principaux de collège interrogés du 4 au 6 septembre par AEF info, en Côte-d'Or, Gironde, Haute-Savoie, Haute-Garonne, dans le Nord et le Morbihan. L'absence de polémiques politiques et médiatiques contribue à une forme de sérénité. Le déploiement des groupes de besoin se fait dans la discrétion, les établissements jouant de leur autonomie pour ne pas braquer les enseignants. Le Pacte, sujet brûlant l'an dernier, semble susciter moins de débats, même si certains principaux regrettent une baisse de moyens. Toutefois "la colère et l'indignation couvent" sous cette sérénité apparente, prévient une principale, qui trouve son équipe "désabusée". Une autre évoque la lassitude des enseignants face à la succession de réformes : "Ils se disent que les ministres vont passer et qu'eux-mêmes vont rester".



Au collège de Tréfaven, à Lorient (Morbihan), la rentrée, "préparée depuis le mois de janvier dernier", n'a pas suscité d'inquiétudes majeures dans l'équipe enseignante.

Collège de Tréfaven

L'an dernier, la rentrée scolaire avait été marquée par une avalanche d'annonces. Cette année, calme plat : la ministre démissionnaire ne pouvait rien annoncer de nouveau. Résultat, selon Jérôme Naime, principal du collège Jean-Philippe-Rameau à Dijon et secrétaire académique du SNPDEN-Unsa, la rentrée a été "plus sereine". "Il n'y a pas eu de sujet porté sur la sphère médiatique par le ministère : pas d'abaya, pas de Pacte", souligne-t-il. "Faire une rentrée sans gouvernement, à l'échelle du terrain, ça ne change pas grand-chose", estime de son côté Christophe Meynier, principal (SNPDEN-Unsa) du collège de Tréfaven, à Lorient.

"L'absence de ministre a quand même été assez déconcertante", tempère sa collègue Gwénaëlle Pigault, en poste dans un collège de Haute-Savoie, pour qui "des questions restent en suspens malgré l'allocution de la ministre démissionnaire". Cette principale SNPDEN-Unsa a décidé de limiter la prérentrée avec les enseignants à une journée, au lieu de deux habituellement, estimant ne pas y voir suffisamment clair sur les intentions ministérielles pour organiser des ateliers sur les nouveautés de l'année. "Je ne parlerai pas de sérénité – car on a quand même une réforme lourde à mettre en place sans moyens [les groupes de besoin] – mais d'attentisme", précise-t-elle.

Pas de réponse sur le nouveau brevet



Karine Boulonne, principale du collège Guy Mollet à Lomme (Nord).

Parmi les questions en suspens figure la réforme du brevet des collèges, que le gouvernement Attal n'a pas pu mener à son terme ([lire sur AEF info](#)). "Le soir de la rentrée, nous avons reçu une quarantaine de parents d'élèves de 3e", relate Karine Boulonne, principale (Snupden-FSU) du collège Guy-Mollet de Lomme près de Lille. "Leur première question portait sur le brevet : ils voulaient savoir s'il serait obligatoire pour aller au lycée et comment seraient comptabilisés les points. Le problème, c'est que je n'avais pas les réponses". La principale a expliqué qu'il fallait attendre les textes officiels. Puis elle a enchaîné sur la description des procédures d'orientation et la recherche d'un stage, deux sujets qui ont suscité davantage de questions.

Lors des réunions avec les parents de 6e, les groupes de besoin décidés par l'ex Premier ministre Gabriel Attal ont parfois suscité des questions. Dans son collège favorisé de Haute-Savoie, Gwénaëlle Pigault a constaté que les parents "ne semblent ni convaincus ni demandeurs de cette mesure" : certains ont même rappelé que "l'hétérogénéité était

une bonne chose pour faire progresser les élèves". Dans le petit collège rural de Pellegrue, en Gironde, la principale (SNPDEN-Unsa) Mireille Smaghe a garanti aux parents qu'il n'y aurait pas "d'assignation dans les groupes de besoin". Elle a eu le sentiment qu'ils lui faisaient confiance.

À Dijon, face aux parents d'élèves de 6e, Jérôme Naime ne s'est pas attardé sur les groupes de besoin – lui-même ne voit pas l'intérêt de regrouper les élèves les plus faibles. Il a préféré parler aux familles du risque que représentent les réseaux sociaux. Il a rappelé que la nouvelle loi sur la majorité numérique interdisait d'ouvrir un compte avant 15 ans. Et a prévenu : en cas de harcèlement ou de violence via les réseaux sociaux, il n'hésitera pas à déposer un signalement pour enfance en danger.

Souplesse sur les groupes de besoin

D'après les chefs d'établissement joints par AEF info, les groupes de niveau ne font plus guère faire polémique chez les enseignants, en raison de la grande souplesse laissée aux collèges dans leur mise en œuvre. "Je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup d'établissements qui fassent exactement ce qui est attendu", glisse un principal de l'académie de Toulouse, qui a requis l'anonymat.

Ainsi dans le collège de Pellegrue, en Gironde, la rentrée s'est déroulée "sans stress", selon Mireille Smaghe. "Il n'y avait aucune surprise pour les enseignants sur les groupes de besoin car le sujet avait été balisé bien en amont", explique la principale, qui est aussi secrétaire départementale du SNPDEN-Unsa. Elle a trouvé les professeurs "détendus et souriants" lors de la réunion de pré-rentrée et se réjouit d'avoir une équipe quasiment au complet : toutes les heures de cours sont pourvues cette année, à l'exception de la technologie.



Jérôme Naime, secrétaire académique du SNPDEN dans l'académie de Dijon

"Comme le décret ne parle ni de groupe de niveau ni de groupe de besoin, les craintes sont retombées", estime Jérôme Naime, au collège Rameau à Dijon. Dans cet établissement REP, la majorité des heures de cours se dérouleront en classe entière – un fonctionnement en groupes sera toutefois possible à raison d'une heure par semaine. Au collège de Tréfaven, à Lorient, le groupe classe (limité à 24 élèves grâce au classement REP) reste aussi l'unité de référence, même si le rectorat a débloqué des heures supplémentaires pour mettre en place les groupes de besoin.

"Nous commençons l'année en classe entière, en co-enseignement, avec deux enseignants par classe, et nous nous laissons jusqu'à la fin du mois pour constituer des groupes, seulement sur la moitié de l'enseignement en français et mathématiques", indique Christophe Meynier, qui est également secrétaire départemental du SNPDEN-Unsa pour le Morbihan. Un point d'étape sera réalisé après les vacances de Toussaint.

Le Pacte entre dans les mœurs



Gwenaëlle Pigault, secrétaire départementale du SNPDEN-Unsa de Haute-Savoie

| *Gwenaëlle Pigault*

Autre sujet de tension l'an dernier, le Pacte semble entrer progressivement dans les habitudes de travail. Dans son collège du Nord, Karine Boulonne évoque "un principe de réalité" : "Contrairement à l'an dernier, nous allons utiliser toutes les parts de Pacte que nous donne le rectorat. Le nombre d'heures sup' a baissé et les collègues remplissent de toute façon les missions". La principale affiliée au SNUPDEN-FSU s'interroge au passage sur l'obligation de flécher la moitié des dotations Pacte vers le remplacement de courte durée. "Cela n'a pas vraiment de sens puisque nos profs sont très rarement absents", remarque-t-elle.

À Lorient, les positions des enseignants sur le Pacte restent contrastées. "Certains y sont farouchement opposés, d'autres ont pris des parts l'an dernier, d'autres encore n'ont pas d'avis tranché", observe Christophe Meynier. "Les choses se sont bien passées l'an dernier, et la majorité des remplacements de courte durée effectués par les enseignants ont été faits dans leur discipline, avec leurs élèves", ajoute-t-il.

Des moyens Pacte en baisse dans certains collèges

Cette année, le financement du Pacte a été calculé en fonction des moyens effectivement consommés par les établissements l'an dernier ([lire sur AEF info](#)). Les cordons de la bourse se sont donc un peu resserrés et les autorités académiques veulent davantage piloter l'utilisation de ces moyens. "Le rectorat de Lille nous a annoncé qu'il reprendrait en janvier les parts non consommées mais qu'il y aurait une possibilité de réabondement pour les établissements qui le souhaitent", illustre Karine Boulonne.

En Haute-Savoie, Gwénaëlle Pigault regrette de "ne plus avoir les coudées franches" sur le Pacte. Elle a fait ses calculs : "Mon enveloppe de HSE est en baisse. Je bénéficie de 23 pactes, contre 40 l'an passé, et je dois en flécher 12 sur le RCD. Cela ampute considérablement les moyens disponibles pour Devoirs faits ou les missions d'innovation."

À Dijon, Jérôme Naime a d'ores et déjà demandé une rallonge au rectorat : il considère qu'il n'a pas reçu suffisamment de parts de Pacte pour prolonger les dispositifs (mercredis après-midi de révision, devoirs faits, école ouverte, RCD) qui ont permis à son collège d'atteindre un taux de réussite record de 97 % au DNB l'an dernier.

Une rentrée en trompe-l'œil ?



Mireille Smagghe, principale du collège de Pellegrue (Gironde)

En définitive, cette rentrée est-elle si apaisée qu'elle en a l'air ? "On ne va pas râler contre un gouvernement qu'on n'a pas", ironise Gwénaëlle Pigault. "Donc on attend... C'est très bizarre, on sent comme une espèce de vide. On redoute de nouvelles réformes à appliquer trop vite, à l'image de ce que l'on vit depuis le Covid", souffle-t-elle.

Dans son collège de Gironde, Mireille Smagghe estime que "la colère et l'indignation couvent" au sein de son équipe, "désabusée" par les mesures et la communication ministérielles passées. Elle note que de nombreux établissements sont affectés par les "démissions en cascade" de professeurs principaux opposés aux groupes de besoin. Gwénaëlle Pigault confirme : "Les enseignants ne sont pas intéressés par l'indemnité versée et disent que c'est trop de travail, notamment pour le suivi des élèves à besoins particuliers. Chez moi il manque un professeur principal, mais j'ai des collègues à qui il en manque cinq !"

Plusieurs principaux interrogés par AEF info décrivent la lassitude de leurs équipes face aux changements de braquet de la rue de Grenelle. "Quand on nous annonce une réforme, on sait qu'il y en aura une autre après et encore une autre après", observe le principal de l'académie de Toulouse. "Finalement, ces annonces ne changent pas grand-chose à ce qu'on fait", relève Karine Boulonne, fataliste. "Les enseignants se disent que les ministres vont passer et qu'eux-mêmes vont rester. Ils en ont vu des réformes, et en verront encore... Ce qui les motive, c'est de faire au mieux pour les élèves", développe-t-elle. Cette ancienne professeure d'histoire-géographie devenue cheffe d'établissement se raccroche au même idéal : elle confie être touchée à chaque rentrée par la naïveté et la fraîcheur des élèves de 6e. Avec eux, dit-elle, "tout est possible".

Generated with Reader Mode